

ABONNEMENTS.

ABONNEMENTS.

Paris... 13 fr. par trimestre. Départements 16 fr.

Paris... 13 fr. par trimestre. Départements 16 fr.

Le Siècle

(ÉDITION DE PARIS.)

PARTIE COMMERCIALE. — Bourse du 23 avril 1868.

PARTIE POLITIQUE.

Table of market data including 'EFFECTS PUBLICS ET CHEMINS DE FER', 'VALEURS DIVERSES', and 'COURRIER'.

France.

PARIS. — 23 AVRIL 1868.

COURRIER.

La discussion du projet de loi portant régleme... de l'Etat, au point de vue de la séparation de l'Etat et de l'Eglise...

Un autre point ressort encore très-clairement de la discussion d'hier... l'indépendance de ces 71 millions, un chiffre de dépenses, qui n'est pas au-dessous de cent millions...

Une observation consignée dans le rapport de M. d'Andelarre a donné lieu à un échange d'explications concernant l'exécution de l'article 40 de la loi de 1850 sur l'enseignement...

La légitimité de cette distinction a été contestée, à bon droit, par M. d'Andelarre. L'on n'aurait pu dire que la loi a voulu réserver les secours de l'Etat aux départements pauvres...

Le nouveau bilan de la Banque dénote une situation non modifiée, passant seulement par de simples fluctuations sans importance et sans signification.

On ne saurait trouver dans les variations du portefeuille de la caisse, et des comptes courants des signes d'un changement dans l'état stagnant des affaires.

Voici les résultats comparatifs des principaux comptes qui résultent de ce bilan : Encaisse : 1,137 millions; augmentation, 9 millions.

Portefeuille : 441 millions; augmentation, 6 millions. Circulation : 1,204 millions; diminution, 8 millions.

Table of market data including 'VALEURS DIVERSES', 'COURRIER', and 'BULLETIN COMMERCIAL'.

France.

PARIS. — 23 AVRIL 1868.

COURRIER.

aux communes pour faciliter l'achèvement des chemins vicinaux, dont le longeur kilométrique aura été évaluée, pour chaque département, par un arrêté du ministre de l'intérieur...

Il y a dans cette déclaration deux questions, celle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et celle du budget des cultes. Eliminons la première. Que le Monde réclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est-à-dire la forme la plus parfaite de la liberté des cultes dans les sociétés modernes...

Un autre point ressort encore très-clairement de la discussion d'hier : c'est que l'indépendance de ces 71 millions, un chiffre de dépenses, qui n'est pas au-dessous de cent millions, est un moyen de ressources accidentelles n'ayant rien de commun avec le revenu normal du pays.

Une observation consignée dans le rapport de M. d'Andelarre a donné lieu à un échange d'explications concernant l'exécution de l'article 40 de la loi de 1850 sur l'enseignement.

La légitimité de cette distinction a été contestée, à bon droit, par M. d'Andelarre. L'on n'aurait pu dire que la loi a voulu réserver les secours de l'Etat aux départements pauvres.

Le nouveau bilan de la Banque dénote une situation non modifiée, passant seulement par de simples fluctuations sans importance et sans signification.

On ne saurait trouver dans les variations du portefeuille de la caisse, et des comptes courants des signes d'un changement dans l'état stagnant des affaires.

Voici les résultats comparatifs des principaux comptes qui résultent de ce bilan : Encaisse : 1,137 millions; augmentation, 9 millions.

Portefeuille : 441 millions; augmentation, 6 millions. Circulation : 1,204 millions; diminution, 8 millions.

Le Monde réclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est-à-dire la forme la plus parfaite de la liberté des cultes dans les sociétés modernes.

Un autre point ressort encore très-clairement de la discussion d'hier : c'est que l'indépendance de ces 71 millions, un chiffre de dépenses, qui n'est pas au-dessous de cent millions, est un moyen de ressources accidentelles n'ayant rien de commun avec le revenu normal du pays.

Une observation consignée dans le rapport de M. d'Andelarre a donné lieu à un échange d'explications concernant l'exécution de l'article 40 de la loi de 1850 sur l'enseignement.

La légitimité de cette distinction a été contestée, à bon droit, par M. d'Andelarre. L'on n'aurait pu dire que la loi a voulu réserver les secours de l'Etat aux départements pauvres.

Le nouveau bilan de la Banque dénote une situation non modifiée, passant seulement par de simples fluctuations sans importance et sans signification.

On ne saurait trouver dans les variations du portefeuille de la caisse, et des comptes courants des signes d'un changement dans l'état stagnant des affaires.

Voici les résultats comparatifs des principaux comptes qui résultent de ce bilan : Encaisse : 1,137 millions; augmentation, 9 millions.

Portefeuille : 441 millions; augmentation, 6 millions. Circulation : 1,204 millions; diminution, 8 millions.

Le Monde réclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est-à-dire la forme la plus parfaite de la liberté des cultes dans les sociétés modernes.

Un autre point ressort encore très-clairement de la discussion d'hier : c'est que l'indépendance de ces 71 millions, un chiffre de dépenses, qui n'est pas au-dessous de cent millions, est un moyen de ressources accidentelles n'ayant rien de commun avec le revenu normal du pays.

Une observation consignée dans le rapport de M. d'Andelarre a donné lieu à un échange d'explications concernant l'exécution de l'article 40 de la loi de 1850 sur l'enseignement.

La légitimité de cette distinction a été contestée, à bon droit, par M. d'Andelarre. L'on n'aurait pu dire que la loi a voulu réserver les secours de l'Etat aux départements pauvres.

Le nouveau bilan de la Banque dénote une situation non modifiée, passant seulement par de simples fluctuations sans importance et sans signification.

On ne saurait trouver dans les variations du portefeuille de la caisse, et des comptes courants des signes d'un changement dans l'état stagnant des affaires.

Voici les résultats comparatifs des principaux comptes qui résultent de ce bilan : Encaisse : 1,137 millions; augmentation, 9 millions.

Portefeuille : 441 millions; augmentation, 6 millions. Circulation : 1,204 millions; diminution, 8 millions.

PARTIE LITTÉRAIRE.

FRUILLON DU SIÈCLE DU 24 AVRIL 1868.

TOUT PARIS

(DEUXIÈME SÉRIE.)

PARIS SOMNAMBULE.

Bien qu'il ait été cent fois par l'académie de médecine, le somnambulisme est plus vivant que jamais, et à Paris, dans ce foyer de toutes les lumières, il continue, à tort ou à raison, de passionner la foule.

le trépied des pythoïsses antiques; il jase comme une pie borgne, et hasardé déjà quelques prédictions palpitantes d'intérêt. On passait sa vie à ces exercices, et l'on peut dire que jamais on ne se livra à de pareils exercices de table. Tout tournait, jusqu'aux chapeaux, et aux têtes aussi. Je crois même m'être laissé dire que des passagers avariés, suivant la recette, la chaîne magnétique autour du grand mât d'un navire du plus fort tonnage, l'avaient fait virer de bord. Les imprudents ayant continué leur dangereux exercice, le vaisseau, obéissant à un mouvement rotatoire de plus en plus rapide, fit le tour autour de lui et s'en alla mesurer les profondeurs du sombre océan, comme la vrille qui, toujours tournant, s'enfonçait et disparaissait dans le madrier.

foncer des épingle dans ses chairs et faire de son corps une pelote, ou bien allumer sous ses narines les allumettes les plus souffrées sans qu'il paraisse éprouver de tout cela aucune sensation désagréable. Son ceil reste insensible en présence de la lumière la plus éblouissante; vous tirez des coups de pistolet à son oreille sans qu'il entende, vous faites les gestes les plus menaçants à quelques centimètres de ses paupières écartées sans qu'elles s'agitent.

deux. Je n'en veux pour preuve ce que fait que Dangeau signala dans son Journal, à la date du 12 novembre 1713 : « Il y a une histoire dans Paris, et on n'y parle d'autre chose. C'est une fille de famille qu'on appelle Mlle Testard, qui est, à ce qu'on prétend, fort tourmentée par un esprit des gens de sens. Elle se sent de temps en temps des accès de délire, et elle se trouve quelque chose d'extraordinaire dont elle ne peut pas démentir la vérité. Beaucoup de gens de la cour et de la ville y ont été, et ils n'y comprennent rien.

lesquels les magnétiseurs et les spirites exposent ce qu'ils appellent leur science, afin de pouvoir en faire un résumé aussi exact et sincère que possible. Cet article est cela, et pas autre chose. Il ne veut ni dénigrer ni faire de la propagande, et il s'engage plus que celui qui l'écrit, et le journal qui l'accueille, que le récit d'une visite faite au pays des mormons ou chez quelque troupe de cannibales ne saurait être interprété comme une adhésion à leurs théories ou à leurs pratiques.

de nos jours, les somnambules de Paris sont assez généralement de bonnes gens de famille que leurs maris magnétisent. Il n'y a nulle mise en scène, rien qui frappe extérieurement l'imagination. Bien des gens, qui ne s'en valent pas, vont les consulter. Il est même, à ma connaissance, plus d'un médecin sérieux qui ne dédaigne pas d'aller s'éclairer en secret auprès de quelqu'un de ces Egéries.



Le Siècle

Paris... 13 fr. par trimestre. Départements 16 fr.

Tout ce qui concerne la société et le journal doit être adressé à M. le directeur gérant.

LES ANNONCES SONT EXCLUSIVEMENT RECUES CHEZ M. FAUCHER, LAFITTE, BULLIER et Co, 8, pl. de la Bourse et chez M. DUPONT, 7, rue Coq-Héron.

Le Siècle se réserve le droit de refuser toute insertion.



ABONNEMENTS. Paris... 13 fr. par trimestre. Départements 16 fr. Les articles non insérés ne sont pas rendus.

PARTIE COMMERCIALE. Bourse du 24 avril 1868.

Table of market data for various commodities and securities, including prices for wheat, oil, and bonds.

Table of market data for various commodities and securities, including prices for sugar, coffee, and other goods.

BULLETIN FINANCIER.

DEUX HEURES. — Grâce à la dépêche de Berlin... Les obligations de la ville de Paris...

BULLETIN COMMERCIAL.

COTON. — Le Havre, 21 avril. — Sous l'influence des avis stimulants qui continuent à nous parvenir...

PARTIE POLITIQUE.

France. PARIS. — 24 AVRIL 1868.

COURRIER.

L'union dynastique de M. Clément Duvernois obtient un succès de gaucherie qui vient faire une agréable diversion à la monotonie peu réjouissante de la politique actuelle.

Le Journal des Débats est tenté de croire que l'union dynastique n'est autre chose qu'un faux nez, confectionné par M. Clément Duvernois à l'usage du tiers parti.

Mais laissons la parole à notre confrère: « En imaginant son union dynastique, l'Époque a fait comme des musiciens qui ont des réminiscences, c'est-à-dire qui notent, sans y prendre garde, des airs que tout le monde connaît, croyant de bon aloi en être les inventeurs. L'union proposée par l'Époque est un autre exemple de ce genre de plagiat. »

« Lors qu'une armée est en bataille, il y a un mot terrible qui fait frissonner les soldats les plus redoutés. C'est le mot: Sauve qui peut! »

Nous recevons du département de la Seine-Inférieure quelques détails intéressants sur la lutte électorale ouverte dans la circonscription de Neufchâtel.

M. Ranc, dans le Nain jaune, se montre encore plus impitoyable pour M. Clément Duvernois: « Repoussé partout avec perte, dit-il, M. Duvernois a cependant été plus favorablement accueilli par un publiciste du nom de Clément Duvernois. »

Un dernier élément comique manquait encore au succès de la pièce. Il est venu par l'intermédiaire du Pays. Nous évitons d'ordinaire de nous occuper de cette feuille; mais son intervention dans le cas actuel se produit sous une forme trop réjouissante pour que nous la passions sous silence.

Nous ne pouvons nous empêcher de nous féliciter de ce que nous venons de lire dans le Nain jaune. M. Ranc a raison. M. Clément Duvernois n'est pas un homme de bien.

M. Clément Duvernois n'est pas un homme de bien. Il est un homme de bien. Il est un homme de bien. Il est un homme de bien.

géral. M. Gonzales Bravo représente la réaction la plus furibonde contre les doctrines libérales. Sous ce rapport l'Espagne absolutiste ne perd rien. Mais M. Gonzales Bravo n'est pas l'Énergie, le bras de fer de Narvaez. Nous espérons bien que non.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

Le général Stanton, ministre de la guerre, répondant à une adresse des républicains de Pensylvanie, a manifesté le désir de se retirer des fonctions publiques.

PARTIE LITTÉRAIRE.

FEUILLETON DU SIÈCLE DU 25 AVRIL 1868.

TOUT PARIS (DEUXIÈME SÉRIE).

Paris somnambule. (Suite et fin.) La France et l'Angleterre avaient fourni leur contingent. L'Allemagne ne voulait pas rester en arrière.

Paris somnambule. (Suite et fin.) La France et l'Angleterre avaient fourni leur contingent. L'Allemagne ne voulait pas rester en arrière.

PARIS SOMNAMBULE.

Paris somnambule. (Suite et fin.) La France et l'Angleterre avaient fourni leur contingent. L'Allemagne ne voulait pas rester en arrière.

Paris somnambule. (Suite et fin.) La France et l'Angleterre avaient fourni leur contingent. L'Allemagne ne voulait pas rester en arrière.

PARIS SOMNAMBULE.

Paris somnambule. (Suite et fin.) La France et l'Angleterre avaient fourni leur contingent. L'Allemagne ne voulait pas rester en arrière.

Paris somnambule. (Suite et fin.) La France et l'Angleterre avaient fourni leur contingent. L'Allemagne ne voulait pas rester en arrière.

